

NOTE DE POLITIQUE

LES INVESTISSEMENTS RECOMMANDÉS DANS LES TIC POUR DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS RÉSILIENTS EN AFRIQUE

BASÉE SUR L'ÉTUDE DE L'UTILISATION DES
TIC DANS L'ÉDUCATION ET L'APPRENTISSAGE
À DISTANCE EN TEMPS DE CRISE DANS 34
PAYS AFRICAINS

2023

Contexte



La pandémie de COVID-19 a perturbé le secteur de l'éducation, entraînant la fermeture d'écoles pendant plus de deux ans dans certains pays. Cette situation a entraîné une perte d'apprentissage qui a eu un impact sur les résultats scolaires, en particulier en Afrique.

Les gouvernements africains ont pris des mesures immédiates pour remédier à l'impact de ces fermetures en modifiant les politiques et les programmes d'enseignement et en élaborant des plans de réponse nationaux multisectoriels qui incluent l'apprentissage à distance, et ce afin d'assurer la continuité de l'apprentissage. Toutefois, ces mesures n'ont pas permis de résoudre efficacement les problèmes de qualité, de continuité, d'inclusion et d'équité dans l'éducation.

La Banque islamique de développement (BID) et le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) ont soutenu l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) pour évaluer le statut et les capacités de 24 de leurs pays membres africains¹ en matière d'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'éducation et l'apprentissage à distance en temps de crise. De plus, la Fondation Mastercard a soutenu une étude similaire dans 11 autres pays.²

Objectifs de l'étude et résultats escomptés

L'étude vise à évaluer le statut et les capacités des 34 pays africains à utiliser les TIC dans l'éducation et l'apprentissage à distance pendant les crises à tous les niveaux éducatifs.

Les objectifs de l'étude sont :

- ✓ Examiner l'état de préparation des pays à soutenir l'utilisation des TIC dans l'éducation.
- ✓ Comprendre les barrières existantes qui empêchent l'utilisation optimale des TIC dans l'éducation.
- ✓ Identifier les lacunes dans les politiques, les pratiques et les infrastructures qui empêchent l'utilisation accélérée des TIC dans l'éducation.
- ✓ Déterminer le niveau et l'objectif des investissements nécessaires pour réduire la fracture numérique dans les 34 pays.

Les résultats de l'étude devraient permettre d'éclairer les réformes nécessaires en matière d'infrastructure numérique et de curricula afin de renforcer la résilience du secteur de l'éducation dans les 34 pays et d'améliorer l'accès équitable à un apprentissage pertinent et de qualité.

¹ Botswana, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Éthiopie, Gambie, Guinée-Bissau, Kenya, Madagascar, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Sud-Soudan, Tanzanie et Tchad.

² Afrique du Sud, Angola, Bénin, Burkina Faso, Ghana, Guinée, Mali, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.

Portée de l'étude et méthodologie

L'élaboration du rapport de synthèse a impliqué un examen systématique des rapports sur les profils des pays et des recommandations d'investissement qui en ont découlé. Ces recommandations étaient à la fois génériques pour tous les pays et spécifiques à certains d'entre eux.

L'étude a porté sur l'enseignement de base et secondaire, l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) et l'enseignement supérieur.

L'étude s'est déroulée en deux étapes : (1) un examen des informations disponibles sur les pays afin de produire des rapports sur les profils individuels des pays, et (2) l'élaboration du rapport de synthèse. Pour élaborer les rapports des pays, une étude documentaire et une analyse de la littérature pertinente (provenant des sites web gouvernementaux et institutionnels) ont été réalisées pour chaque pays. Ensuite, un outil d'étude a été administré à un échantillon prédéfini afin de collecter des données primaires. L'étude a adopté une approche mixte en incorporant des données qualitatives et quantitatives, et en les intégrant pour fournir une compréhension plus complète de l'intégration des TIC dans le secteur de l'éducation du pays cible.

L'étude a examiné les éléments suivants:

- 1 Niveau de la fracture numérique.
- 2 Existence et ampleur des politiques et stratégies en matière de TIC dans l'éducation.
- 3 Disponibilité et utilisation de l'infrastructure des TIC dans les établissements d'enseignement.
- 4 Compétence numérique du personnel de l'éducation.
- 5 Disponibilité de systèmes électroniques pour l'apprentissage et l'évaluation.
- 6 Existence de matériel d'apprentissage générique et adapté en ligne.
- 7 Existence et participation de partenaires soutenant l'utilisation de la technologie numérique dans l'éducation.
- 8 Existence de programmes d'apprentissage transnationaux en ligne.
- 9 Les défis rencontrés dans la mise en œuvre de l'apprentissage en ligne, ainsi que des exemples de réussites et de bonnes pratiques.

L'élaboration du rapport de synthèse a impliqué un examen systématique des rapports sur les profils des pays. Sur la base de ces rapports, des recommandations d'investissement ont été formulées. Ces recommandations comprennent à la fois des recommandations génériques applicables à tous les pays et des recommandations spécifiques adaptées à certains pays.³

³ Celles-ci sont principalement présentées dans les rapports sur les profils des pays.

Résumé des résultats

1

ACCÈS À UNE ÉDUCATION UNIVERSELLE ET ÉQUITABLE

Malgré certains progrès, l'accès universel et équitable à l'éducation reste une ambition lointaine.

Les niveaux de pénétration des infrastructures, y compris des TIC, varient d'un pays à l'autre. En général, il y a un manque d'infrastructures et de ressources TIC au niveau des écoles. Pendant la pandémie, des solutions TIC de faible technicité, telles que des radios et des télévisions, ont été utilisées pour l'apprentissage. Il est essentiel de combler d'urgence les lacunes en matière d'infrastructures, notamment en ce qui concerne l'accès constant à l'électricité et l'utilisation d'appareils d'enseignement et d'apprentissage de haute technologie. Ceci afin de garantir que l'utilisation des TIC dans l'éducation soit inclusive et ne soit pas réservée à quelques privilégiés. En outre, bien que les pays de l'étude aient une vision des TIC à long terme, des lacunes en matière de capacités du personnel entravent encore la réalisation de cette vision. Les éducateurs doivent acquérir les compétences nécessaires pour dispenser efficacement l'apprentissage à l'aide des TIC.

2

DISPONIBILITÉ ET UTILISATION DE L'INFRASTRUCTURE TIC DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

Diverses initiatives d'intégration des TIC dans l'éducation ont été lancées par les gouvernements et d'autres partenaires. Cependant, en raison d'infrastructures obsolètes ou inexistantes, l'utilisation des TIC dans l'enseignement et l'apprentissage reste médiocre et la connectivité à l'internet demeure un défi dans toutes les écoles.

Les TIC sont l'un des principaux moteurs d'une économie fondée sur la connaissance et la base de la quatrième révolution industrielle. Elles améliorent l'accès à une éducation de qualité et équitable. La plupart des pays ont mis en œuvre des programmes visant à équiper les écoles d'infrastructures TIC et de connectivité. Cependant, il est évident que l'infrastructure des TIC dans les écoles de la plupart des pays étudiés est obsolète ou, dans certains cas, inexistante. En conséquence, l'utilisation des TIC dans l'enseignement et l'apprentissage reste faible dans toutes les écoles, tandis que la connectivité à l'internet reste un défi pour les écoles.

3

EXISTENCE ET PROFONDEUR DES POLITIQUES ET STRATÉGIES EN MATIÈRE DE TIC

Bien que tous les pays étudiés aient établi des politiques sur l'éducation et que la plupart aient des politiques sur les TIC, peu d'entre eux ont des politiques spécifiques sur l'utilisation des TIC dans l'éducation.

Cependant, il est courant de trouver des "TIC dans l'éducation" comme composante de la politique de l'éducation ou des TIC, ou des deux. Indépendamment de la situation des pays étudiés, la pandémie de COVID-19 a montré qu'une transition en douceur, vers un apprentissage numérique inclusif pour toutes les parties prenantes, est un défi majeur pour tous les pays étudiés. Cette capacité à s'adapter aux situations d'urgence pour assurer la continuité de l'apprentissage a été un test décisif pour un système éducatif résilient.

4

SOUTIEN DES PARTENAIRES POUR L'UTILISATION DES TIC DANS L'ÉDUCATION

Certains pays étudiés ont reçu le soutien de diverses agences partenaires locales, nationales, régionales et internationales, ainsi que de pays donateurs, pour la mise en œuvre d'infrastructures TIC essentielle, le développement de l'écosystème des TIC dans l'éducation (politique, connectivité, matériel, logiciel, matériel d'apprentissage, formation) et des initiatives plus larges en matière de politique éducative.

D'autres partenaires sont intervenus pendant la pandémie de COVID-19 pour aider les pays à élaborer des plans de réponse éducative d'urgence. Après la pandémie, divers acteurs et organismes de financement continuent d'aider les pays à développer et à améliorer la résilience de leur système éducatif à l'aide des TIC.

5

NIVEAU DE COMPÉTENCE NUMÉRIQUE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les pays ont beaucoup investi dans l'infrastructure pour soutenir leur vision de l'apprentissage numérique, avec plus ou moins de succès. Toutefois, la mise en œuvre de l'enseignement et de l'apprentissage numériques pendant la pandémie a été fortement entravée par le manque de compétences des éducateurs et des enseignants en matière de TIC.

Le manque de compétences se manifeste par leur incapacité à se connecter et à accéder aux équipements numériques, ainsi que par leur manque de préparation à la transition rapide vers l'apprentissage à distance. Par conséquent, un personnel enseignant correctement formé et engagé peut être un moteur important d'un système d'éducation efficace basé sur les compétences. Dans certains cas, il y a eu une transformation notable du personnel éducatif, en particulier en ce qui concerne le renforcement des capacités et le développement des compétences.

6

PREUVE DE L'ÉVALUATION DE L'APPRENTISSAGE POUR LES APPRENANTS DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES ET SECONDAIRES

Selon l'étude, il n'y a pas d'indications que les apprenants des écoles primaires et secondaires aient participé à des examens pour évaluer l'assimilation de l'apprentissage.

La plupart des ressources d'apprentissage à distance se concentrent sur la continuité et accordent moins d'importance à l'évaluation et aux examens. Au niveau tertiaire, les universités ont adopté plusieurs modèles, notamment le recours aux examens surveillés, aux devoirs ou aux examens à livre ouvert. L'étude a montré qu'il est nécessaire de repenser et d'adapter les programmes à l'enseignement et à l'apprentissage numériques du 21^e siècle et de revoir les modes d'évaluation des apprenants en remplaçant les tests fondés sur les connaissances par d'autres modes d'évaluation axés sur les résultats de l'apprentissage. L'étude a également mis en évidence l'absence de matériel d'apprentissage en ligne et de ressources d'apprentissage adaptées aux curricula pour d'autres médias tels que la radio et la télévision.

Recommandations

Pour améliorer l'intégration des TIC dans les systèmes éducatifs en Afrique, les pays sont invités à mettre en place des infrastructures de soutien appropriées, à donner la priorité à une pédagogie pertinente et à former les éducateurs à l'utilisation efficace des TIC pour soutenir l'enseignement, en plus d'un renforcement de capacité généralisé en matière de TIC.

L'étude a établi que les domaines prioritaires suivants nécessitent des investissements :

1. Accroître les investissements dans les infrastructures essentielles.

- Poursuivre l'électrification dans les pays étudiés, en particulier dans les foyers et les écoles des zones rurales.
- Accroître les investissements dans l'infrastructure Internet et augmenter la pénétration de la télévision et de la radio, en particulier dans les écoles situées dans les centres ruraux et périurbains.

2. Renforcer les compétences des enseignants et des administrateurs scolaires en matière de TIC.

- Réviser les programmes de formation des enseignants et renforcer la capacité des éducateurs en formation initiale et en cours d'emploi à utiliser les TIC dans le cadre de l'apprentissage.
- Développer un programme professionnel de haute qualité de développement du leadership numérique pour les directeurs d'établissements d'enseignement afin de créer un environnement propice à la vision, à l'élaboration de politiques cohérentes et à la conduite de la transformation de l'enseignement au niveau de l'école.

3. Intégrer les TIC dans l'enseignement et l'apprentissage.

- Développer des programmes d'alphabétisation numérique de masse pour les citoyens des pays étudiés.
- Mettre en place des stratégies visant à garantir l'utilisation d'outils et d'appareils de haute technologie dans les écoles et dans les foyers.
- Fournir du matériel électronique et des ressources d'apprentissage adaptées aux programmes scolaires pour d'autres médias comme la radio et la télévision.
- Repenser et adapter les programmes scolaires à l'enseignement et à l'apprentissage numériques du 21^e siècle et aux modes d'évaluation des élèves, en remplaçant les tests fondés sur les connaissances par d'autres modes d'évaluation axés sur les résultats de l'apprentissage.

4. Lutter contre la faim, la pauvreté et l'inégalité des revenus.

Poursuivre la réalisation de l'objectif de développement durable n° 2 concernant la faim zéro et l'éradication de la pauvreté absolue.

5. Établir des collaborations et des partenaires pour les TIC dans l'éducation.

Les pays devraient collaborer avec les organisations régionales pour soutenir et faciliter les projets régionaux visant à étendre l'accès transfrontalier, l'utilisation et l'intégration des technologies numériques dans l'éducation et la formation.

Domaines
d'investissement
prioritaires
recommandés

Conclusion

Cette étude souligne l'importance d'un investissement approprié dans les TIC pour relever divers défis, en particulier dans les domaines de l'éradication de la pauvreté et de l'éducation. Elle souligne que le déploiement des TIC sans l'infrastructure nécessaire peut conduire à une allocation inefficace des ressources. En outre, l'étude souligne la nécessité pour les pays étudiés de répondre aux préoccupations sous-jacentes afin d'exploiter efficacement le potentiel des TIC pour des services éducatifs équitables et améliorés.

A propos des partenaires de l'étude

Banque islamique de développement :

La Banque islamique de développement (BID) est une banque multilatérale de développement (BMD) qui s'efforce d'améliorer les conditions de vie de ceux qu'elle sert en promouvant le développement social et économique dans les pays membres et les communautés musulmanes du monde entier, en produisant un impact à grande échelle. Visitez le site web de la BID : www.isdb.org

Groupe de la Banque africaine de développement :

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) mobilise et alloue des ressources pour l'investissement dans les pays membres régionaux (PMR), tout en fournissant des conseils politiques et une assistance technique pour soutenir les efforts de développement par le biais du développement des infrastructures, de l'intégration économique régionale, des compétences et de la technologie. Visitez le site web de la BAD : www.afdb.org

Fondation Mastercard :

La Fondation Mastercard développe des programmes principalement axés sur la réduction des inégalités économiques et de genre, l'élargissement de l'accès à une éducation de qualité, l'augmentation des opportunités de travail décent et le soutien de la croissance économique globale. Visitez le site web de la Fondation Mastercard : mastercardfdn.org

Association pour le développement de l'éducation en Afrique :

L'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) est une voix critique et un forum de dialogue politique sur l'éducation en Afrique. L'ADEA cherche à donner aux pays africains les moyens de réformer leurs systèmes éducatifs afin de répondre durablement aux besoins essentiels du développement. Visitez le site web de l'ADEA : www.adeanet.org



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا
Association for the Development of Education in Africa
Association pour le développement de l'éducation en Afrique
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África

Contactez nous

Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)

Groupe de la Banque africaine de développement (BAD)

Immeuble CCIA Plateau, Avenue Jean-Paul II

01 BP 1387, Abidjan 01, Côte d'Ivoire

☎ +225 272026 3964

✉ adea@afdb.org

🌐 www.adeanet.org



Scannez pour
visiter notre site web